



ACQUISITION ET MAINTENANCE DES SYSTÈMES DE STOCKAGE DE DONNÉES DE L'INPI

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P.)

Siège

15 rue des Minimes - CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex
Téléphone : 0820 213 213
Télécopie : +33 (0)1 56 65 86 00

INPI Direct : 0820 210 211
www.inpi.fr – contact@inpi.fr

Établissement public national
créé par la loi n° 51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ	4
2	PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ	4
3	ALLOTISSEMENT	4
4	DUREE DU MARCHÉ	4
5	MODALITES D'EXECUTION	4
5.1	BONS DE COMMANDE	4
5.2	MARCHES SUBSEQUENTS	5
5.2.1	Modalités d'attribution des marchés subséquents	5
5.2.2	Forme des marchés subséquents	5
6	VERIFICATIONS ET ADMISSIONS	5
7	PRIX DES PRESTATIONS	5
7.1	Contenu des prix	5
7.2	Forme des prix	6
8	VARIATION DANS LES PRIX	6
8.1	Révision annuelle des prix unitaires des prestations prévues au BPU	6
9	REGLEMENT DES COMPTES	7
9.1	Remise des factures à l'INPI	7
9.1.1	Facturation électronique	7
9.1.2	Mentions de la facture	7
9.2	Modalités de règlement	7
9.3	Délai global de règlement	7
10	AVANCE	7
11	GARANTIE	7
12	PENALITES	8
13	CESSION DE CREANCE	8
14	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS	9
14.1	Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché	9
14.2	Modalités de paiement direct	9
14.3	RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	9
15	PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	10
15.1	Objet	10
15.2	Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance	10
16	CONFIDENTIALITÉ	11
17	OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS	11

18	DOCUMENTS À PRODUIRE	11
19	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER.....	11
20	RÉSILIATION.....	12
21	RÈGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	12
22	TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	12
23	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	12

1 OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent la fourniture, la livraison et la mise en ordre de marche de systèmes de stockages de données, ainsi que la maintenance curative pour les matériels existants et pour les matériels et logiciels acquis dans le cadre du marché.

Les prestations et leurs spécifications techniques sont décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

2 PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert passé en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, en application des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-14 du code de la commande publique, traité en deux parties :

- une partie traitée par l'émission de bons de commande, pour la maintenance de l'existant et les interventions ;
- une partie traitée par la conclusion de marchés subséquents qui concerneront l'acquisition et la maintenance de nouveaux matériels informatiques spécifiques qui n'entrent pas dans les caractéristiques informatiques actuellement connues.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel s'élevant à 1 250 000,00 € HT.

3 ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

4 DUREE DU MARCHÉ

Ce marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il sera reconduit tacitement par période d'une année. Sa durée totale ne pourra pas excéder quatre années.

L'INPI pourra prendre chaque année et au plus tard dans un délai de 120 jours avant la fin de la période annuelle, la décision de ne pas reconduire le marché, sans que le titulaire ne puisse la refuser.

5 MODALITES D'EXECUTION

5.1 BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande précisera, a minima, les informations suivantes :

- les références du marché ;
- la date et le numéro de la commande ;
- le nom et les coordonnées du titulaire ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le (ou les) délai d'exécution de la prestation ;
- le détail des prix unitaires par référence au bordereau des prix ou du catalogue ;
- le montant total de la commande incluant le prix HT, TTC, ainsi que le montant de la TVA ;
- l'adresse de facturation.

Chaque bon de commande engage le titulaire sur les résultats attendus et les délais d'exécution.

Les bons de commande pourront être établis pendant toute la durée du marché.

Ils seront notifiés électroniquement par le pouvoir adjudicateur ou son représentant légal au titulaire par tout moyen permettant de déterminer leur date de réception.

Le bon de commande émis par le pouvoir adjudicateur fixera les quantités et le délai dans lequel la prestation devra être exécutée.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part à compter de sa date de notification.

Le cas des réparations hors maintenance

En cas de réparations hors maintenance, le titulaire devra transmettre un devis détaillé établi en fonction des prix du bordereau de prix.

Ce devis, qui doit être obligatoirement validé par le pouvoir adjudicateur avant tout début d'exécution, fera l'objet d'un bon de commande.

5.2 MARCHES SUBSEQUENTS

5.2.1 Modalités d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents conclus sur la base de cet accord-cadre seront notifiés après remise par le titulaire de l'accord-cadre, d'une proposition technique et financière et d'un cadre de réponse.

Cette demande de proposition interviendra lors de la survenance du besoin dont l'objet entrera dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre devra déposer une proposition lors de chaque sollicitation, dans les délais qui lui seront imposés.

5.2.2 Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents au présent accord seront des marchés composites comportant des prix forfaitaires et des prix unitaires à bons de commande.

6 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

Les dispositions relatives aux vérifications quantitatives et qualitatives prévues aux articles 30 et suivants du C.C.A.G.-T.I.C. (chapitre 5 du C.C.A.G.-T.I.C) sont applicables.

Conformément aux dispositions des articles 33 et 34 du C.C.A.G.-T.I.C., le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché.

La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception.

En cas d'ajournement, réfaction ou rejet, les dispositions de l'article 34 du C.C.A.G.-T.I.C. sont applicables.

7 PRIX DES PRESTATIONS

7.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA. Ils comprennent tous les frais (notamment les frais de déplacement, livraison, charges, fournitures et matériels) de dépenses nécessaires à l'exécution du marché.

7.2 Forme des prix

Les prestations du marché sont traitées à prix unitaires comme suit :

- Pour les prestations listées au B.P.U. : il est fait application des prix unitaires des fournitures et prestations figurant au B.P.U. aux quantités réellement réalisées/livrées.
- Pour les réparations hors maintenance, un devis sera demandé au titulaire du marché établi sur la base des prix du BPU pour la partie prestations. Pour la partie concernant l'acquisition des matériels, des prix seront proposés par le titulaire. Une fois accepté par le pouvoir adjudicateur, la validation sera formalisée par un bon de commande.
- Barème(s) du titulaire : le pouvoir adjudicateur, pour des besoins spécifiques, se réserve la possibilité d'achat de petits matériels, accessoires et autre sur barème(s) du titulaire. Les prix du ou des barèmes seront affectés du pourcentage de remise indiqué par le titulaire dans son bordereau des prix.

8 VARIATION DANS LES PRIX

Les pourcentages de réduction sur le catalogue indiqués dans le bordereau des prix sont fermes et définitifs.

Les prix sont révisables annuellement dans les conditions définies ci-dessous.

8.1 Révision annuelle des prix unitaires des prestations prévues au BPU

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Les prix mentionnés au BPU sont révisables, à la hausse comme à la baisse, annuellement, sur demande du titulaire, à chaque date anniversaire du marché suivant une acquisition de matériel ou une prestation de maintenance, selon les formules suivantes :

Acquisition de matériel	Prestation de maintenance
$Am = 0,15 + 0,85 \frac{IPPI}{IPPI_0}$ <ul style="list-style-type: none"> • IPPI représente l'indice INSEE de prix d'importation de produits industriels (identifiant 010765494) et prend en compte la valeur de l'indice au quatrième mois précédant la date de révision des prix ; • IPPI₀ représente la valeur, au mois zéro du marché, de l'indice de révision. 	$Pm = 0,15 + 0,85 \frac{SYN}{SYN_0}$ <ul style="list-style-type: none"> • SYN représente la valeur de cet indice au quatrième mois précédant la date de demande de révision des prix ; • SYN₀ représente la valeur, au mois zéro, de l'indice de révision.

Pour la mise en œuvre de ces formules, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

Les prix révisés sont applicables aux bons de commande notifiés après la réception de ces nouveaux tarifs, sous réserve de la validation des prix par l'INPI.

9 REGLEMENT DES COMPTES

9.1 Remise des factures à l'INPI

9.1.1 Facturation électronique

Le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro seront précisées dans le courrier de notification au titulaire du marché.

Elles devront figurer dans l'en-tête de chaque demande de paiement.

9.1.2 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur),
- l'objet succinct du marché,
- la nature, le prix des prestations réalisées,
- le montant total hors taxes,
- le montant de la TVA, suivant le taux en vigueur,
- le montant total TTC

9.2 Modalités de règlement

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du marché s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Les prestations réalisées sur bons de commande seront réglées selon les modalités de règlement fixées dans le bon de commande, ou, à défaut, après service fait.

9.3 Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI.

10 AVANCE

Une avance de 10% pourra être accordée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50.000€ HT et dont la durée d'exécution supérieure à 2 mois conformément à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique.

11 GARANTIE

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-T.I.C., les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

12 PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, lorsque des retards sont constatés par rapport aux délais de garantie de temps de rétablissement, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

Mode d'intervention n°1 : Une pénalité de 20 euros sera appliquée par heure de retard, toute heure entamée étant comptée comme heure de retard.

Mode d'intervention n°2 : Une pénalité de 50 euros sera appliquée par heure de retard, toute heure entamée étant comptée comme heure de retard.

Mode d'intervention n°3 : Une pénalité de 150 euros sera appliquée par heure de retard, toute heure entamée étant comptée comme heure de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC les pénalités seront dues sans montant plancher.

Pour rappel, les 3 modes d'interventions ici mentionnés sont ceux détaillés au Bordereau des prix unitaires comme suit (les délais d'intervention et de rétablissement démarrant en même temps) :

Mode d'intervention n°1 :

- durée une année (prix affiché en mensuel) ;
- Intervention 5 jours sur 7 / Intervention sur une fenêtre de 9 sur 24 heures / Intervention du technicien sous 24 heures après l'appel ;
- GTR (Garantie de Temps de Rétablissement) 24h.

Mode d'intervention n°2 :

- durée une année (prix affiché en mensuel) ;
- Intervention 5 jours sur 7 / Intervention sur une fenêtre de 9 sur 24 heures / Intervention du technicien sous 4 heures après l'appel ;
- GTR (Garantie de Temps de Rétablissement) 24h.

Mode d'intervention n°3 :

- durée une année (prix affiché en mensuel) ;
- Intervention 7 jours sur 7 / Intervention sur une fenêtre de 24 sur 24 heures / Intervention du technicien sous 4 heures après l'appel ;
- GTR (Garantie de Temps de Rétablissement) 4h.

13 CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre du présent marché, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant du marché non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

14 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Pour rappel, s'agissant d'un marché de fournitures, le titulaire n'est autorisé à sous-traiter que les prestations de services, notamment les prestations de livraison, d'installation, de déploiement, de retrait et de maintenance des équipements.

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et les articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-16 du code de la commande publique.

14.1 Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

- ① Une déclaration mentionnant :
 - la nature des prestations sous-traitées ;
 - le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
 - le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
 - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : https://www2.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4-2019.doc)

- ② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- ③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- ④ Le certificat de cessibilité du marché si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

14.2 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement.

14.3 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'INPI se réserve le droit de réclamer au titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

15 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

15.1 Objet

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

15.2 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires à l'installation et à la maintenance des matériels stockant les données de production de l'INPI.

La nature des opérations réalisées sur les données est (1) les installations et interventions sur les matériels contenant les données personnelles et (2) l'enregistrement et la gestion des données d'identité des collaborateurs de l'INPI.

Les finalités du traitement sont (1) la fourniture, l'installation et la maintenance des matériels contenant les données de production de l'INPI dans des conditions opérationnelles et (2) la gestion des accès à ces données.

Les données à caractère personnel traitées sont : (1) toutes celles mises en œuvre dans les outils de production de l'INPI ; (2) les données d'identité des collaborateurs.

La catégorie de personnes concernées est : (1) les clients et parties prenantes de l'INPI ; (2) le personnel de l'INPI.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable de traitement

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données **uniquement pour les finalités** faisant l'objet de la sous-traitance ;
- traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement ;
- **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - s'engagent à garantir la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données visées au 16.2 des présentes clauses ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

16 CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution du présent marché et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

17 OBLIGATIONS DES COCONTRACTANTS

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience du remplaçant devront être notifiés par écrit.

L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif du présent marché dans les 15 jours suivants la notification du marché.

18 DOCUMENTS À PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion du marché et tous les six mois** à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis **tous les six mois** jusqu'à la fin du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

19 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

20 RÉSILIATION

L'INPI peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions prévues dans le C.C.A.G.-T.I.C.

21 RÈGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D2197-15 à D2197-17 du Code de la commande publique.

22 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

23 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent C.C.A.P. déroge au C.C.A.G.-T.I.C. conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) du C.C.A.P. par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du C.C.A.G.-T.I.C. au(x)quel(s) il est dérogé
12	14.1.1 14.1.3

L'acte d'engagement (A.E.) déroge au C.C.A.G.-T.I.C. conformément au tableau ci-dessous.

Article(s) de l'A.E. par lesquels sont introduites ces dérogations	Article(s) du C.C.A.G.-T.I.C. au(x)quel(s) il est dérogé
6	4.1